



Monde nouveau – nouveaux conflits

Gagner la bataille conduire à la paix- les forces terrestre dans les conflits aujourd'hui et demain

extrait du FT-01

Publié le 30/11/2018

Histoire & stratégie

ÉTABLIR LES CONDITIONS DU SUCCÈS STRATÉGIQUE

Longtemps mode habituel de résolution de conflits marqués par des intérêts de puissance et des volontés de conquête, l'usage de la guerre est progressivement entré dans un cadre juridique international qui ne reconnaît plus l'usage de la force comme mode de règlement des différends entre États. Dans ce cadre nouveau, nos armées interviennent maintenant essentiellement au sein de systèmes marqués par le désordre, la violation du droit ou la menace sur la paix afin de permettre la restauration d'un ordre qui passe souvent par celle d'un système social et politique stable.

Aussi, alors que dans le passé, les objectifs stratégiques d'un conflit dépendaient le plus souvent directement du sort des armes, les résultats militaires obtenus sur les théâtres d'opérations actuels ne conduisent plus qu'à **l'établissement des conditions minimales pour le succès stratégique.**

Cependant, dans le monde comme au sein des sociétés, la guerre est, non seulement appréhendée de manière toujours différente en fonction de la place qu'occupent les nations ou les individus, mais aussi représentée, voire idéalisée, selon des schémas de pensée divers. Conceptualisée de façon rationnelle comme une activité sociale et politique soumise à des lois en Occident, la guerre est souvent pensée et vécue différemment ailleurs. Ceci peut avoir des conséquences fondamentales dans la définition des objectifs politiques d'un conflit, y compris au sein d'un même camp, car penser différemment la guerre c'est aussi penser différemment la victoire.

LA STABILISATION, PHASE DÉCISIVE DES CONFLITS D'AUJOURD'HUI

Succédant à la période de préparation et à la décision, trois grandes phases d'un même continuum caractérisent l'engagement des forces dans un conflit armé : l'**intervention**, la **stabilisation** et la **normalisation**. Elles comportent toutes, dans des proportions différentes et variables, des moments de coercition, de maîtrise de la violence, de haute

et de basse intensité.

L'intervention, une phase indispensable

Par l'introduction d'une force armée dans une aire géographique donnée, cette phase vise généralement à imposer un ordre temporaire en employant la force pour vaincre la violence et le chaos.

Phase de la prépondérance du militaire sur le diplomate, l'intervention est, généralement, le temps de la confrontation armée, parfois de haute intensité, contre un adversaire le plus souvent identifié. Les objectifs y sont habituellement définis avec clarté : une victoire militaire, l'arrêt de combats entre belligérants ou le déploiement réussi des forces sur le théâtre. Le déroulement de cette phase influe profondément sur la suite des opérations, car les choix retenus (modes d'action, moyens employés) ont des conséquences durables dans les phases ultérieures. En outre, si la réussite de cette phase ouvre la porte au succès stratégique, un échec entraîne logiquement celui de l'opération et devient synonyme de défaite politique. Aussi, une force armée qui s'y engage doit pouvoir s'imposer face à tout adversaire susceptible de s'opposer à son action. Elle doit disposer des moyens qui lui permettent d'atteindre des objectifs militaires définis en fonction des buts stratégiques de l'opération, même si c'est bien en fonction de ces derniers que la phase d'intervention doit être préparée et conduite.

La stabilisation, nouvelle phase décisive

Dans cette phase du conflit, il s'agit de consolider l'ordre transitoire imposé précédemment en diminuant puis en contenant la violence afin de permettre à tous de s'engager sur le chemin de la paix. C'est, pour l'ensemble des acteurs, le temps de la complexité et de la gestion des contraires où il faut tout à la fois répondre aux urgences du court terme et aux nécessités du long terme dans un pays bouleversé jusqu'au plus profond de lui-même.

La présence des forces armées est essentielle pour accompagner et soutenir ceux qui oeuvrent à l'installation d'une paix durable. Cependant, à l'inverse de la phase précédente, les objectifs y sont rarement définis avec précision, même s'il s'agit, d'une manière générale, de restaurer la stabilité par une maîtrise générale de la zone et de permettre le retour à la confiance entre les protagonistes.

Cette phase doit poser les bases d'une reconstruction de l'Etat pour laquelle la force militaire oeuvre en coordination étroite avec son environnement afin de mettre en cohérence l'ensemble des lignes d'opérations. Agissant sur celles-ci au côté d'acteurs non militaires dont l'importance va croissante, les forces armées y peuvent tenir le rôle principal (opérations militaires, sécurité générale), n'être qu'en soutien (ordre public, restauration de l'Etat, actions humanitaires, environnement) ou n'agir qu'indirectement (justice, soutien économique, diplomatie).

Mais il s'agit aussi de reconstruire la nation. Sur tous les théâtres et au-delà des structures politiques et économiques, ce sont bien le rejet de liens séculaires et le bouleversement des fondements sociaux que dévoilent les déchirements ethniques, religieux ou culturels. Avec d'autres, les forces armées doivent aider à panser les plaies et à rebâtir une vision commune, condition nécessaire au retour vers la paix.

La phase de stabilisation est la phase décisive d'une opération militaire ; l'action

décisive y est conduite au sol, au cœur des sociétés humaines. Les forces armées y établissent les conditions du succès stratégique. La phase de stabilisation dépend pour une large mesure d'une préparation qui, associant les multiples acteurs, débute dès la conception de l'opération et permet de réussir la transition d'une phase à l'autre, car celle-ci oriente profondément la suite du conflit. Son succès ou son échec se jouent le plus souvent d'entrée.

La normalisation, phase du retour à la paix

Grâce à la stabilité relative obtenue et aux bases nécessaires à la reconstruction de l'Etat et de la nation, la normalisation est la phase de mise en place et d'affermissement d'un système politique, juridique et social durable et accepté par les protagonistes du conflit. Le succès de cette phase suppose de bien comprendre que la « normalité » à rétablir est, le plus souvent et dans la plupart de ses dimensions, fort différente de la normalité telle qu'elle est comprise au sein des nations intervenantes. Comme pour la phase précédente de stabilisation, ce succès suppose qu'il ait été profondément réfléchi avant même l'intervention. On ne sort bien d'une crise que si on y est bien entré.

Le retrait progressif de la force armée au profit des autorités légitimes, des forces locales de sécurité et des acteurs non militaires marque la réussite définitive de l'opération militaire.

Alors que dans le passé, la réalisation des objectifs stratégiques d'un conflit dépendait étroitement du sort des armes, les résultats militaires obtenus sur les théâtres d'opérations actuels conduisent seulement à **l'établissement des conditions du succès stratégique**.

Préalable à la poursuite de l'opération, **la phase d'intervention** doit aboutir à un **succès tactique indispensable**, être conduite en fonction des buts stratégiques et permettre une transition harmonieuse vers la phase suivante.

La phase de stabilisation est la phase décisive. Les forces militaires y agissent en coordination étroite avec leur environnement et restaurent la stabilité par une maîtrise générale de la zone. Cette phase permet d'établir les conditions pour la réalisation de l'objectif stratégique et précède une **phase de normalisation** qui est celle du **retour à la paix**.

DE LA GUERRE SYMÉTRIQUE AUX CONFLITS ASYMÉTRIQUES

Forme immémoriale de la guerre, le combat du faible contre le fort prend dorénavant une importance accrue car, durablement installées dans une posture de supériorité opérationnelle, les armées occidentales sont de plus en plus confrontées à des formes nouvelles de conflits, que Clausewitz qualifiait déjà de « petites guerres » et doivent pouvoir s'engager dans des formes différentes de conflits.

Conflits symétriques et conflits dissymétriques

Forme traditionnelle des conflits armés, ces conflits peuvent être qualifiés de conventionnels. Ils mettent en œuvre des armées institutionnelles qui poursuivent des buts de même nature et utilisent des moyens et des modes d'action similaires. Leur différence essentielle réside dans la différence de puissance entre les belligérants et les conséquences qu'elle peut entraîner.

Les conflits symétriques opposent des adversaires comparables et ne sont pas exempts du risque de défaite. Aussi, mis à part le développement d'une stratégie de dissuasion qui interdit la confrontation armée, l'intérêt de chaque protagoniste potentiel est de rechercher la supériorité à son profit, c'est à dire de créer une dissymétrie qui puisse lui assurer la victoire et lui permettre, ainsi, d'entrer en conflit avec toutes les chances de succès.

Les conflits dissymétriques mettent aux prises des adversaires de même nature mais de capacités inégales sur le plan militaire. Ils offrent de grandes chances de succès au belligérant le plus puissant. Cependant, la plupart des conflits ne se terminant plus de manière officielle par une capitulation ou un armistice, les guerres se poursuivent sur un mode différent. Aussi, sauf à prendre fin rapidement par une victoire acceptée par tous, un tel conflit conduit souvent le plus faible à s'orienter vers une forme asymétrique qui constitue sa seule chance de l'emporter dans son combat contre le fort.

Les conflits asymétriques

Dans un conflit asymétrique, l'un des belligérants se place délibérément dans un domaine différent de celui où son adversaire possède une supériorité manifeste et met l'accent sur la disparité totale de nature des moyens et des modes d'action. Dans un tel conflit, dont la forme se nourrit largement de la suprématie technologique ou matérielle d'un des protagonistes, l'objectif du belligérant qui s'y adonne est la transformation de la domination opérationnelle de son adversaire en impuissance ou en vulnérabilités. Ainsi, il met en valeur ses propres facteurs de supériorité d'autant plus forts qu'ils sont matériellement, psychologiquement et moralement éloignés de ceux de son adversaire. La supériorité militaire des armées occidentales devrait susciter des ripostes de plus en plus asymétriques.

Il paraît cependant nécessaire de distinguer deux types d'asymétrie qui impliquent les forces armées de manière différente :

- le conflit dans lequel un système subversif mène une lutte asymétrique globale contre les intérêts d'un Etat ou d'une alliance et dans laquelle les forces armées ne sont qu'une partie des instruments de réponse à cette menace ;
- le conflit dans lequel une force armée est confrontée à une forme asymétrique du combat directement liée à son engagement et représente la réponse violente de ses adversaires sur le terrain ; cible principale de ces actions localisées sur le théâtre d'opérations, les forces armées sont les acteurs essentiels de cette lutte.

Des conflits symétriques aux conflits asymétriques

Bien qu'ils aient pris une importance croissante au cours de ces dernières décennies, les conflits asymétriques ne sont pas nouveaux. D'une part, ils ont toujours fait partie de la panoplie guerrière de l'humanité et toutes les époques, toutes les armées, y ont été confrontées. D'autre part, est nommé bien souvent asymétrie ce qui paraît à la fois nouveau, hors du champ traditionnel du combat militaire et temporairement sans réponse adaptée.

Héritière d'une histoire nationale essentiellement marquée par la guerre sur le continent européen, l'armée française a surtout été organisée et équipée en référence aux conflits de nature symétrique. Cependant, son passé militaire, lointain ou récent, l'a aussi amenée à faire face à des conflits de types dissymétrique ou asymétrique sans que ceux-ci aient significativement influencé son organisation.

Si un conflit symétrique engageant notre pays ne peut être totalement exclu pour le futur, il demeure improbable pour les décennies prochaines. Les modèles dissymétriques et, plus encore, asymétriques sont désormais les conflits de référence pour notre armée. Or, les guerres asymétriques trouvant leur pleine expression dans l'insurrection, la guérilla, le terrorisme ou la manipulation des populations, certaines capacités indispensables dans la conduite des guerres symétriques ou dissymétriques s'avèrent partiellement inadaptées à l'asymétrie des conflits.

Encore essentiellement organisées dans le cadre de conflits entre forces de même nature, les armées occidentales sont aujourd'hui confrontées à la **montée d'une asymétrie** qui se nourrit largement de leur suprématie technologique ou matérielle. Ne pouvant espérer **vaincre qu'autrement**, leurs adversaires mettent l'accent sur la disparité de nature des moyens et des modes d'action qui leur permettent de mettre en valeur leurs propres facteurs de supériorité.

DE NOUVEAUX ADVERSAIRES

Les confrontations entre Etats au moyen de forces armées régulières cèdent le pas à des conflits dans lesquels de nouveaux adversaires apparaissent à côté des Etats adoptant une démarche asymétrique.

Comme par le passé, certains Etats usent de l'asymétrie, soit comme approche militaire indirecte afin d'éviter les points forts de l'ennemi et d'exploiter ses vulnérabilités (cas général des guérillas), soit comme stratégie indirecte en cherchant à vaincre la volonté adverse par des moyens non militaires ou non conventionnels (terrorisme, développement d'armes de destruction massive, manipulation de l'information).

Cependant, d'autres acteurs s'affirment et se développent. Non-étatiques et divers, ils utilisent des modes d'action fondamentalement asymétriques dont la forme dépend des buts qu'ils se fixent :

- organisations à but criminel tournées vers la recherche du profit, les systèmes prédateurs entrent rarement dans le champ de compétence des forces armées et concernent surtout les appareils judiciaires et policiers, poursuivant des buts politiques localisés au moyen de la lutte armée, les systèmes revendicatifs recherchent la participation au pouvoir local ou sa conquête et usent de la lutte armée pour soustraire territoires et populations à l'autorité de l'Etat qu'ils combattent,
- de nature révolutionnaire, les systèmes subversifs emploient une violence sans frein dans un but politique global, généralement fondé sur l'avènement sans compromis possible d'une société nouvelle

Titre : Monde nouveau - nouveaux conflits
Auteur(s) : extrait du FT-01
Date de parution : 26/11/2018
